



APPEL A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT (AMI)

N° 002/25 AMI/MINEPAT/PSRDREN/RPMGC/2025 du 05 SEPT 2025

pour la pré-qualification des Agences de Vérification Indépendantes du Programme
« Bâtir les Capacités et les Compétences pour l'Employabilité et l'Entrepreneuriat dans la
Région de l'Extrême-Nord du Cameroun » (CAP2E)

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Gouvernement a fait de l'emploi et de l'insertion des jeunes un des piliers prioritaires de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30). La SND30 vise, entre autres, la transformation Structurale de l'Economie et le développement du capital humain et du bien-être. Dans ce cadre, le Gouvernement a aussi établi un programme pour l'Aménagement territorial et la Promotion du secteur privé dans la Région de l'Extrême-Nord, dotée depuis Septembre 2019 du statut spécial de zone économique sinistrée. Le Gouvernement est par ailleurs engagé dans la stratégie de développer au niveau régional pour la stabilisation, le relèvement de la résilience des zones affectées par Boko Haram au lac Tchad (SR-SRR).

Pour accélérer le développement de la Région de l'Extrême-Nord, le Programme Spécial de Reconstruction et de Développement de la Région de l'Extrême-Nord (PSRDREN) est mis sur pied, avec pour objectif d'assurer le relèvement socio-économique pour une paix durable dans la Région. Sa mise en place a été décidée par le Président de la République. Le coût global du PSRDREN s'élève à 1 822 milliards de FCFA. Il se décline en quatre composantes : la composante reconstruction, la composante développement des infrastructures, la composante d'appui aux activités socio-économiques et adaptation aux changements climatiques et la composante gouvernance.

Le Programme CAP2E s'étale sur une durée de six années budgétaires (2025-2030). Le Programme est coordonné par une Unité de Gestion de Programme par les Objectifs (UGPO), au sein du PSRDREN sous la tutelle du Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT). Le responsable de l'UGPO est le Coordonnateur du Programme CAP2E.

L'instrument de Financement étant Axé sur les Résultats, les décaissements des ressources du prêt sont subordonnés à l'atteinte des résultats convenus à travers les Indicateurs Liés au Décaissement (ILD) après vérification par une Agence de Vérification Indépendante (AVI). L'AVI doit être recrutée de manière compétitive. Les ILDs ont été choisis en fonction des objectifs et des principales échéances du Programme et portent tant sur des indicateurs d'effet que ceux de produits.

05 SEPT 2025



[Signature]

1. OBJECT DE L'AMI

Le présent AMI a pour objet la pré-qualification des firmes devant participer à l'Appel d'Offres National Restreint relatif au recrutement d'une Agence de vérification indépendantes pour s'assurer de l'atteinte des résultats liés aux indicateurs (ILD) du Programme « Bâtir les Capacités et les Compétences pour l'Employabilité et l'Entrepreneuriat dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun » (CAP2E).

La présentation générale des opérations relatives à cette activité est contenue dans les Termes de Référence (TDR).

2. OBJECTIF DE LA MISSION

La mission a pour objectif général de procéder à la vérification de l'exactitude des résultats, de leur exhaustivité à travers la collecte des preuves de résultats et de la qualité des rapports d'exécution soumis par l'entité de mise en œuvre du programme (PSRDREN) par l'intermédiaire de l'UGPO, conformément aux Indicateurs Liés au Décaissement (ILD) mentionnés dans les Accords de Prêt. La vérification aura lieu sur une base annuelle. Cette mission sera exécutée sur une période d'environ 40 mois, étant précisé que le temps prévu pour les activités de vérification sera d'environ 10 mois pendant la durée du programme.

L'AVI devra travailler sur la base des standards ou normes de vérification technique et financière généralement admises mais aussi conformément au protocole de vérification présenté dans les documents du Programme, tout en s'assurant notamment de l'exactitude des informations quantitatives et qualitatives liées aux ILD. Les résultats de cette vérification serviront à l'évaluation annuelle pour mesurer l'atteinte des objectifs et la poursuite du décaissement.

Plus spécifiquement, il s'agira pour l'Agence de Vérification Indépendante de :

- Vérifier l'atteinte des Indicateurs Liés au Décaissement (ILD) du Programme dans le cadre du financement axé sur les résultats ;
- Vérifier la conformité et l'éligibilité des dépenses engagées par l'UGPO du Programme au titre de la mise en œuvre des activités ;
- Effectuer les vérifications quantitatives et qualitatives de l'exécution et des résultats de l'UGPO y compris les entretiens avec les parties prenantes et les visites de sites (si nécessaire) ;
- Proposer un plan d'actions et de remédiation pour corriger les écarts éventuels relevés au cours des vérifications ;
- Proposer un plan décaissement à effectuer par le Programme dans le cadre de la mise en œuvre des Indicateurs Liés au Décaissement (ILD) au regard des conclusions des vérifications et des plafonds de financement convenus.
- Rédiger un rapport d'évaluation détaillé avec recommandations

3. TACHES A EXÉCUTER

La mission de vérification couvrira de manière exhaustive chaque année d'exécution du Programme par l'UGPO. Les interventions de l'AVI seront axées sur les principales tâches suivantes :

- Analyser les rapports d'exécutions trimestrielles et semestrielles réalisées ;
- Effectuer les vérifications quantitative et qualitative, ex-ante et ex-post, de l'exécution et des résultats, y compris les entretiens avec les parties prenantes et les visites de sites



- Réaliser les contrôles de qualité des données sur les résultats et la performance à tous les niveaux ;
- S'assurer du respect des procédures d'acquisition des biens, services et consultants applicables ;
- S'assurer de l'effectivité de l'acquisition de biens, services et consultants ;
- S'assurer de la bonne gestion des ressources et la durabilité des résultats ;
- S'assurer de la cohérence entre les réalisations physiques et les décaissements ;
- Vérifier l'authenticité, l'exactitude et la fiabilité des pièces justificatives de dépenses ;
- Elaborer et restituer les rapports des missions de vérification aux parties prenantes y compris des recommandations pour l'amélioration du processus de vérification, ainsi que de l'approche utilisée pour la mise en œuvre du Programme ;
- Présenter dans le Rapport de vérification les informations et conclusions utiles au Ministère de tutelle du Programme et à la BAD permettant de vérifier si un paiement doit être fait en lien avec les indicateurs de gestion de performance identifiés.

4. LIVRABLES

Les livrables sont des produits finaux qui sont réalisés à la fin d'une étape de la mission et qui matérialisent les résultats obtenus. Les livrables ci-dessous sont fournis par l'AVI dans la mise en œuvre de sa mission, au titre de chaque année :

- a) Un rapport de démarrage présentant notamment la méthodologie, le planning, les acteurs à rencontrer, les outils à utiliser, Protocole de vérification (procédures et points de contrôle), Outils de collecte des données de vérification et plan d'action ;
- b) Un rapport annuel provisoire de vérification, présentant le niveau de performance, la décision qui en découle conformément au protocole de vérification du Programme et mettant en évidence les principaux constats, les défis et les recommandations générales de l'AVI (notamment les informations et conclusions nécessaires pour décider d'un décaissement ou d'un remboursement) assortis des propositions d'amélioration réalistes et opérationnelles. Les annexes au rapport comprendront notamment les outils utilisés.
- c) Un rapport annuel définitif de vérification prenant en compte les observations du Ministère de tutelle du Programme et de la BAD sur le rapport provisoire annuel. Ce rapport doit être soumis au plus tard le 30 mars suivant la fin de l'exercice.
- d) Un Rapport final à la fin des interventions de l'AVI au terme du contrat.

Les livrables prendront la forme de rapports annuels, comme indiqué ci-dessous. Ces rapports doivent être soumis en huit (08) exemplaires papier en français et huit (08) exemplaires papier en anglais, 15 jours après la fin de chaque mission. De plus, les versions électroniques des rapports en français et en anglais ainsi que toutes les données et informations collectées doivent être soumises à l'UGPO.

5. DURÉE DE LA MISSION

Les activités de l'AVI s'échelonneront sur une période environ 40 mois, sachant que le temps prévu pour les activités de vérification sera d'environ 10 mois pendant la durée du programme. Elle ne dépassera pas la durée du Programme. L'AVI interviendra à la demande du Coordonnateur de l'UGPO à partir de la deuxième année, en cas d'atteinte d'un ou de plusieurs ILD en vue de soumettre une requête de



décaissement. La reconduction du contrat de l'AVI d'une année à l'autre sera conditionnée par la satisfaction du client et de la BAD.

6. FINANCEMENT

Les prestations, objet du présent Appel à Manifestation d'Intérêt sont financées par le budget du PSRDREN.

7. PARTICIPATION ET ORIGINE

Pour réaliser les tâches de vérification requises, l'Agence de Vérification Indépendante doit disposer d'une solide réputation, d'une présence locale et d'une expertise internationale reconnue. L'AVI devra démontrer sa capacité à examiner les ILD dans tous les domaines de résultats mentionnés dans les Accords de prêt dont copie est disponible à l'UGPO, y compris l'infrastructure, les transferts financiers et les opérations de construction.

Plus précisément l'Agence de vérification indépendante devra posséder :

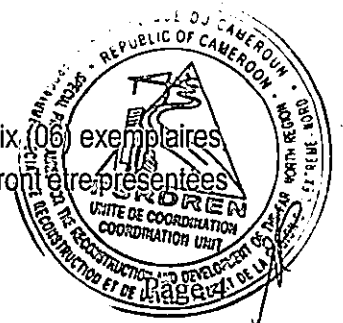
- Un statut juridique reconnu par le Gouvernement camerounais, permettant à l'organisation d'effectuer les tâches mentionnées ci-dessus.

Elle doit justifier d'un(e) :

- vaste expérience dans la planification, la mise en œuvre et l'analyse de vérifications et d'audits similaires ;
- vaste expérience dans la conception et l'examen d'ouvrages de construction similaires à ceux du Programme ;
- expérience dans la conduite d'enquêtes et d'entretiens auprès des ménages au cours des dix (10) dernières années.
- expertise en audit technique ;
- expertise en audit comptable et financier
- connaissance des formalités et coutumes locales dans la mise en œuvre des enquêtes auprès des ménages au Cameroun, y compris la capacité d'obtenir toutes les autorisations et tous les permis nécessaires liés à la logistique de la mise en œuvre de l'enquête ;
- solide expérience dans la préparation des listes de ménages pour une sélection aléatoire, un bon réseau d'enquêteurs et de superviseurs expérimentés, de préférence un personnel à temps plein avec une solide expérience et une expertise en méthodologie de recherche quantitative et qualitative ;
- expérience en conception d'échantillons, en statistiques inférentielles ;
- capacité à communiquer clairement, tant à l'oral qu'à l'écrit, en français et en anglais.

8. COMPOSITION DU DOSSIER

Au risque de voir son offre disqualifiée, les candidats doivent fournir leurs offres en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies marquées comme tel ainsi que. Les offres devront être présentées de la façon la plus claire et détaillée possible.



Les offres seront présentées en un volume unique selon le système de deux (02) enveloppes contenant respectivement les pièces administratives (enveloppe A) et l'offre technique (enveloppe B) ainsi qu'il suit:

8.1 – Enveloppe A : Pièces Administratives

Les soumissionnaires devront joindre à leur offre les documents suivants :

- a) la lettre de motivation timbrées, datée et signée par le soumissionnaire (voir le modèle) ;
- b) la procuration donnant pouvoir en cas de groupement d'entreprises ;
- c) l'accord de groupement notarié, signé entre les membres du groupement attestant que tous les membres de ce groupement sont responsables solidairement de la soumission et si celle-ci est retenue, de l'exécution du Marché (le cas échéant) ;
- d) l'attestation d'immatriculation timbrée ;
- e) l'attestation de conformité fiscale timbrée ;
- f) l'attestation de non faillite timbrée, délivrée par les Greffes du Tribunal de Première Instance du domicile du Soumissionnaire;
- g) la copie certifiée par les services du greffe du Registre de Commerce ;
- h) l'attestation et un plan de localisation signé sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- i) l'Attestation de non exclusion des Marchés Publics par l'ARMP ;
- j) l'attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations sociales vis-à-vis de ladite caisse ;
- k) l'attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par un établissement bancaire ou organisme habilité par le Ministre en charge des Finances du Cameroun.
- l) les Termes de Référence, paraphé sur chaque page, et avec, à la fin du document, la date, la signature et le cachet du Soumissionnaire.

NB :

- en cas de groupement, les deux entreprises doivent produire chacune les pièces administratives énumérées ci-dessus à l'exception des pièces A, H et K qui seront produit uniquement par le mandataire et les autres pièces quant à elles seront produite par tous les membres du groupement.
- les justifications administratives ci-dessus doivent dater de moins de trois (03) mois à la date limite de remise des offres.
- toute soumission non accompagnée des pièces ci-dessus et non conforme au modèle exigé sera rejetée.
- la production d'une pièce falsifiée ou d'une information erronée entraînera le rejet immédiat de l'offre.

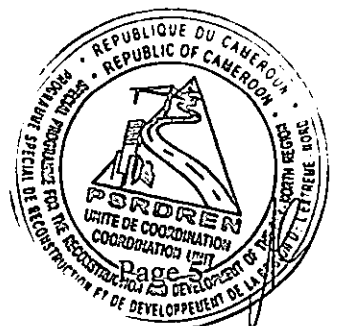
8.2- Enveloppe B : Offre technique

L'offre technique (Enveloppe B) contiendra :

8-2-1 : Les moyens humains :

Le soumissionnaire fournira la liste définissant le personnel clé accompagnée:

- du curriculum vitae signé et daté de chaque personnel ;
- de la copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel ;
- de l'attestation de disponibilité ;



La non production de l'une de ces pièces entraînera pour l'expert considéré, la note zéro (0).

NB : Le personnel proposé ne sera considéré dans l'évaluation que si les pièces justificatives requises datant de moins de trois mois et se rapportant audit personnel sont fournies et dûment signées

À cet effet, le soumissionnaire doit au minimum être composée des personnels suivants :

➤ **Chef d'équipe (Bac + 5)**

Un professionnel de haut niveau possédant une expérience appropriée et fort de plus de 20 ans d'expérience dans les activités concernées, dont 10 à un poste de direction, et notamment en gestion de projet et en aspects financiers.

Il/Elle devra posséder :

- Connaissance de contextes similaires à ceux de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun et des expériences dans des contextes similaires (indispensable).
- Diplôme universitaire supérieur en ingénierie ou en économie, sociologie, sciences du développement et/ou sciences sociales (niveau supérieur) ;
- Expérience professionnelle pertinente d'au moins 8 ans dans les domaines de la vérification, de l'audit et/ou du suivi et de l'évaluation ;
- Expérience dans le suivi des indicateurs.

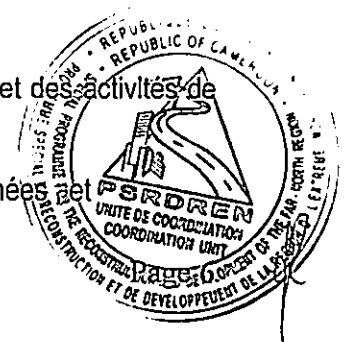
Le/la chef(fe) d'équipe devra :

- assurer la direction générale et le leadership de l'équipe ;
- superviser l'équipe de consultants et s'assurer que les apports et les activités sont de haute qualité ;
- être responsable de la coordination globale des activités et des interactions avec toutes les parties prenantes (UGPO au sein du PSRDREN, MINEPAT, BAD) ;
- coordonner et gérer toutes les tâches telles que spécifiées dans la portée des travaux et conformément aux documents du programme ;
- fournir les différents types de rapports ;
- préparer le calendrier et la planification de la mise en œuvre des missions ; et
- fournir des conseils, des orientations et une révision finale des livrables.

➤ **Responsable d'enquête (Bac + 5):**

Une personne ayant au moins 10 ans d'expérience professionnelle et une expérience avérée dans la supervision de la collecte de données sur le terrain, une expérience dans la gestion d'enquêtes auprès des ménages à grande échelle, le développement et la coordination de la formation des recenseurs et une connaissance de l'Extrême-Nord du Cameroun. Il/Elle devra :

- assurer la direction générale et le leadership du travail sur le terrain ;
- superviser le travail sur le terrain et assumer la responsabilité des apports et des activités de haute qualité ;
- diriger le développement des protocoles de collecte et de traitement des données et



- superviser l'élaboration des rapports de vérification des résultats.

➤ **Coordonnateur(s) de terrain (Bac+3) - minimum 2 :**

Personnel de soutien avec au moins 5 à 7 ans d'expérience professionnelle dans la supervision de la collecte de données d'enquête sur le terrain et d'expérience dans le pré-test et le pilotage des questionnaires, il/elle devra :

- superviser la mise en œuvre du travail sur le terrain pour une zone spécifiée ;
- être responsable du contrôle de la qualité du travail sur le terrain ;
- et surveiller et rendre compte de l'état du travail sur le terrain et coordonner avec le responsable de l'enquête pour résoudre les problèmes.

➤ **Analyste de données (Bac + 5) :**

Personnel avec au moins 7 ans de travail et d'expérience avérée dans la gestion d'enquêtes et d'analyses quantitatives, il/elle devra :

- préparer les bases de données ;
- produire des résultats analytiques pour les rapports d'avancement et de résultats.

➤ **Ingénieur en génie civil ou architecte (Bac + 5)**

Professionnel de haut niveau possédant une formation technique appropriée et plus de 15 ans d'expérience en ingénierie des bâtiments, y compris des expériences en ingénierie des bâtiments techniques (ateliers et équipements techniques), dont 5 ans à un poste de direction, l'ingénieur devra :

- fournir une expertise technique globale et un soutien technique à l'équipe ;
- superviser l'équipe de consultant et s'assurer que les constructions/réhabilitations sont de haute qualité technique ;
- assister le chef d'équipe dans la fourniture des rapports ;
- coordonner et gérer toutes les tâches de contrôle d'ingénierie telles que spécifiées dans la portée des travaux ;
- et préparer le calendrier et la planification de la mise en œuvre de vérification de l'ingénierie du Programme.

➤ **Autres spécialistes souhaités :**

Il est prévu que le personnel technique supplémentaire nécessaire pour vérifier les données soit spécialisé en comptabilité et finance, en ingénierie sanitaire et les bâtiments/ateliers techniques de formation professionnelle/à usage professionnel, en emploi et en formation professionnelle. Les responsabilités incluent :

- fournir des conseils techniques et spécialisés ;
- effectuer des analyses de données et de documents conformément au protocole de vérification
- et soutenir la préparation des rapports d'avancement et de résultats.

Tout le personnel professionnel proposé doit travailler directement sur l'activité.



Le personnel non professionnel affecté à l'activité peut inclure un nombre raisonnable de personnel de soutien supplémentaire, ainsi que des agents recenseurs et des superviseurs. Dans tous les cas, les agents recenseurs et les superviseurs doivent :

- parler couramment le français ou l'anglais ;
- avoir de bonnes compétences en calcul et en lecture suffisante pour répondre aux besoins de collecte de données ;
- être suffisamment en forme pour se déplacer dans la communauté et accéder facilement aux ménages ;
- avoir d'excellentes compétences sociales (être capable de démontrer une attitude professionnelle et respectueuse envers les personnes de tous les milieux socio-économiques et une capacité à mettre à l'aise les personnes de tous âges) ;
- être sensible aux normes culturelles et aux comportements appropriés (selon l'activité)
- Au moins 1/3 agents recenseurs doit parler couramment les langues locales (Fulfulde, Toupouri, Massa, Arabe, Kotoko, Haoussa, Moundang, Mandara, Mousgoun, Maffa, Kanouri, Guiziga, ...).

NB : Le personnel proposé ne sera considéré dans l'évaluation que si les pièces justificatives requises datant de moins de trois mois et se rapportant audit personnel sont fournies et dûment signées

8-2-2 : L'organigramme complet du soumissionnaire

8-2-3 : Les références du soumissionnaire :

Les soumissionnaires devront fournir les documents attestant qu'ils ont réalisé avec succès en qualité d'entrepreneur principal les projets ci-après :

Expérience générale

- Expériences de missions similaires au cours des dix (10) dernières années
- Expériences de missions dans la conception et l'examen d'ouvrages de construction au cours des dix (10) dernières années
- Expérience dans la conduite d'enquêtes et d'entretiens menés auprès des ménages au cours des dix (10) dernières années

Expérience spécifique dans l'audit

- Expériences de missions d'audit technique sur les initiatives de soutien similaires à ceux du Programme au cours des dix (10) dernières années
- Expériences de missions d'audit technique sur les ouvrages de construction similaires à ceux du Programme au cours des dix (10) dernières années

Expériences de missions d'audits comptable et financier

- Expérience spécifique dans les enquêtes et entretiens auprès des ménages
- Expériences dans la conduite d'enquêtes et d'entretiens auprès des ménages dans des contextes similaires ceux du Cameroun et de l'Extrême-Nord au cours des dix (10) dernières années
- Expériences dans l'application des techniques d'échantillonnage probabiliste au cours des dix (10) dernières années



- Expériences dans la production des rapports d'étude ou de recherche qualitative au cours des dix (10) dernières années
- Expériences dans la production des rapports d'étude ou de recherche quantitative basée sur l'inférence statistique au cours des dix (10) dernières années
- Expériences dans la conduite d'enquêtes et d'entretiens auprès des ménages au Cameroun approuvées par l'État au cours des dix (10) dernières années

NB : Pour être validée, chaque référence devra être justifiée par les éléments suivants :

- La copie de l'extrait du contrat comportant la première, deuxième et dernière page de chaque contrat (Ces documents devront être clairs et lisibles) ;
- Les noms des Administrations bénéficiaires (Maître d'ouvrage, objet, lieu d'exécution, date de réception);
- Le certificat de Bonne Fin délivré par le Maître d'Ouvrage ou par ses services ou les procès-verbaux des Commissions de suivi et de recette techniques délivrés par le Maître d'ouvrage ou ses services.

Expériences dans la conduite d'enquêtes et d'entretiens auprès des ménages dans la région de l'Extrême-Nord approuvées par l'État au cours des dix (10) dernières années

- Liste des enquêteurs régulièrement employés au cours des cinq (05) dernières années avec contrat de travail au Cameroun. (Joindre la liste des noms, contacts, missions) ;
- Liste des enquêteurs régulièrement employés dans la région de l'Extrême-Nord au cours des cinq (05) dernières années avec contrat de travail au Cameroun. (Joindre la liste des noms, contacts, missions) ;
- Liste des superviseurs/contrôleurs régulièrement employés au cours des cinq (05) dernières années, avec contrat de travail au Cameroun (Joindre la liste des noms et contacts) ;
- Pourcentage de personnels contrôleurs ou superviseurs employés à temps plein par le soumissionnaire au Cameroun au cours des missions des cinq (05) dernières années (Joindre contrat de travail).

8-2-4 Méthodologie proposée en adéquation avec les termes de référence

8-2-5 Capacité financière

Attestation de capacité financière au moins égale à trente millions (30 000 000) FCFA délivrée par un établissement bancaire ou organisme financier agréé par le Ministère chargé des Finances

8-2-6 Moyens logistiques

Stratégie de mise en place des modalités de travail/installation

8-2-7 Preuves d'acceptation des conditions de l'AMI

TDR paraphé à chaque page, daté signé et cacheté à la dernière page



9. CRITÈRES D'ÉVALUATION

a) Critères éliminatoires

- Dossier administratif incomplet ;
- Dossier administratif falsifié ou non conforme ;
- Offre technique incomplète ;
- Note technique inférieure à 80 points sur 100.

b) Critères essentiels

- I. Présentation générale de l'offre (02 points) ;
- II. Références du soumissionnaire (30 points) ;
- III. Méthodologie proposée en adéquation avec les termes de référence (16 points) ;
- IV. Qualifications et compétences du personnel clé (40 points) ;
- V. Capacité financière (05 points) ;
- VI. Moyens logistiques (05 points) ;
- VII. Preuves d'acceptation des conditions du marché (02 points).

Seuls les candidats ayant totalisé à l'issue de l'évaluation une note technique supérieure ou égale à quatre-vingt (80) points sur cent seront pré-qualifiés pour l'appel d'offres restreint.

10. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables à l'Immeuble Siège du PSRDREN sis à Maroua-Pitoaré derrière complexe KALIAO ou à l'annexe du PSRDREN à Yaoundé, sis à Messa, Carrefour LISSOUCK, avant Camp YAYEP.

11. DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature devront être soumis en version physique sous pli fermé au plus tard quinze (15) jours ouvrables à compter de la date de publication du présent avis, aux adresses ci-dessous indiquées avec la mention suivante :

« APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N° 02125 /AMI/MINEPAT/PSRDREN/RPMGC/2025 du 05 SEPT 2025 pour la pré-qualification des Agences de vérification indépendantes du Programme « Bâtir les Capacités et les Compétences pour l'Employabilité et l'Entrepreneuriat dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun » (CAP2E).

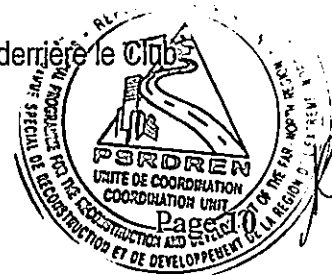
À N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT ».

L'adresse de dépôt des dossiers de candidature est la suivante :

À l'attention de Monsieur le Coordonnateur du Programme Spécial de Reconstruction et de Développement de la Région de l'Extrême-Nord (PSRDREN) :

En version physique :

- À Maroua, au Secrétariat du Coordonnateur du PSRDREN sis à Pitoaré, derrière le Club Kaliao ;



- À Yaoundé, au Secrétariat du Coordonnateur du PSRDREN, Annexe du PSRDREN sis à MESSA, Carrefour LISSOUCK, avant Camp YEYAP.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de référence de l'AMI aux adresses suivantes :

- www.psrden.cm ;
- Secrétariat du Coordonnateur du PSRDREN à Maroua sis à Pitoaré, derrière le Club Kaliao ;
- Secrétariat du Coordonnateur du PSRDREN à Yaoundé, Annexe du PSRDREN sis à MESSA, Carrefour LISSOUCK, avant Camp YEYAP, téléphone: (+237) 677 08 92 28 ou par mail: ngomnyetem@yahoo.fr et belofikahenri@psrdren.cm avec copie à alhadjimagra@psrdren.cm.

Ampliations :

- MINMAP ;
- ARMP.

Le Coordonnateur
Programme Spécial de Reconstruction et de
Développement de la Région de l'Extrême-Nord



Alhadji Magra Massac

MODELÉ LETTRE DE MOTIVATION

[ENTÊTE DU SOUMISSIONNAIRE]

Lieu et Date

Ref : AMI

À l'attention de Monsieur le Coordonnateur du Programme Spécial de Reconstruction et de Développement de la Région de l'Extrême-Nord (PSRDREN),

Monsieur le Coordonnateur,

Après avoir examiné l'Appel à Manifestation d'Intérêt cité en référence, nous, soussignés, _____, avons l'intention de soumissionner à l'appel d'offres restreint au cas où notre entreprise serait présélectionnée, en conformité avec toutes les conditions contractuelles et toutes les spécifications du dossier technique (les cahiers des clauses techniques, le bordereau descriptif et quantitatif).

Les documents suivants font partie de notre dossier de manifestation d'intérêt :

- a) la lettre de motivation timbrées, datée et signée par le soumissionnaire (voir le modèle) ;
- b) la procuration donnant pouvoir en cas de groupement d'entreprises ;
- c) l'accord de groupement notarié, signé entre les membres du groupement attestant que tous les membres de ce groupement sont responsables solidairement de la soumission et si celle-ci est retenue, de l'exécution du Marché (le cas échéant) ;
- d) l'attestation d'immatriculation timbrée ;
- e) l'attestation de conformité fiscale timbrée ;
- f) l'attestation de non faillite timbrée, délivrée par les Greffes du Tribunal de Première Instance du domicile du Soumissionnaire ;
- g) la copie certifiée par les services du greffe du Registre de Commerce ;
- h) l'attestation et un plan de localisation signé sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- i) l'Attestation de non exclusion des Marchés Publics par l'ARMP ;
- j) l'attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations sociales vis-à-vis de ladite caisse ;
- k) l'attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par un établissement bancaire ou organisme habilité par le Ministre en charge des Finances du Cameroun.
- l) les Termes de Référence, paraphé sur chaque page, et avec, à la fin du document, la date, la signature et le cachet du Soumissionnaire.

Par notre participation à la présente procédure de manifestation d'intérêt, nous acceptons toutes les conditions de la procédure de sélection, explicitées dans l'avis.

Nous comprendrons que vous n'êtes tenu d'attribuer un marché en conclusion de cette procédure.

Signature

Le soumissionnaire



MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND REGIONAL DEVELOPMENT

SPECIAL PROGRAM FOR THE RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT
OF THE FAR NORTH REGION

COORDINATION UNIT



MINISTRY OF THE ECONOMY, PLANNING AND REGIONAL
DEVELOPMENT

SPECIAL PROGRAM FOR THE RECONSTRUCTION AND
DEVELOPMENT OF THE FAR NORTH REGION

THE COORDINATION UNIT

CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST (AMI)
N° 002/25 AMI/MINEPAT/PSRDREN/RPMGC/2025 of 05 SEPT 2025

for the pre-qualification of Independent Verification Agencies of the "Building Capacities and Skills for Employability and Entrepreneurship in the Far North Region of Cameroon" (CAP2E) Program

1. CONTEXT AND JUSTIFICATION

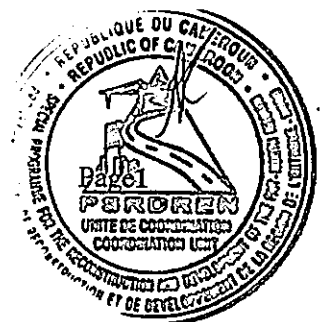
The Government has made youth employment and integration one of the priority pillars of the National Development Strategy 2020-2030 (NDS30). The NDS30 aims, among other things, at the structural transformation of the economy and the development of human capital and well-being. In this context, the Government has also established a program for territorial development and the promotion of the private sector in the Far North Region, which has had special status as a disaster zone since September 2019. The Government is also committed to the strategy of developing at the regional level for the stabilization and recovery of the resilience of the areas affected by Boko Haram in Lake Chad (SR-SRR).

To accelerate the development of the Far North Region, the Special Program for Reconstruction and Development of the Far North Region (PSRDREN) has been established, with the objective of ensuring socio-economic recovery for lasting peace in the region. Its implementation was decided by the President of the Republic. The overall cost of the PSRDREN amounts to 1,822 billion FCFA. It is divided into four components: the reconstruction component, the infrastructure development component, the socio-economic activities support and adaptation to climate change component, and the governance component.

The CAP2E Program runs for six budgetary years (2025-2030). The Program is coordinated by a Program Management Unit by Objectives (UGPO), within the PSRDREN under the supervision of the Ministry of Economy, Planning and Regional Development (MINEPAT). The head of the UGPO is the CAP2E Program Coordinator.

As the Financing Instrument is Results-Based, disbursements of loan resources are conditional on the achievement of agreed results through Disbursement-Related Indicators (DRIs) after verification by an Independent Verification Agency (IVA). The IVA must be recruited competitively. The DRIs were chosen based on the objectives and main deadlines of the Program and cover both outcome and output indicators.

1. FRIEND



The purpose of this AMI is to pre-qualify firms to participate in the National Restricted Call for Tenders relating to the recruitment of an independent verification agency to ensure the achievement of results linked to the indicators (ILD) of the "Building Capacities and Skills for Employability and Entrepreneurship in the Far North Region of Cameroon" (CAP2E) Program.

The general presentation of the operations relating to this activity is contained in the Terms of Reference (TOR).

2. MISSION OBJECTIVE

The general objective of the mission is to verify the accuracy of the results, their completeness through the collection of evidence of results and the quality of the execution reports submitted by the program implementing entity (PSRDREN) through the UGPO, in accordance with the Disbursement Linked Indicators (DLI) mentioned in the Loan Agreements. The verification will take place on an annual basis. This mission will be carried out over a period of approximately 40 months, with the planned time for verification activities being approximately 10 months during the duration of the program.

The AVI will have to work on the basis of the generally accepted technical and financial verification standards or norms but also in accordance with the verification protocol presented in the Program documents, while ensuring in particular the accuracy of the quantitative and qualitative information related to the ILDs. The results of this verification will be used for the annual evaluation to measure the achievement of the objectives and the continuation of the disbursement.

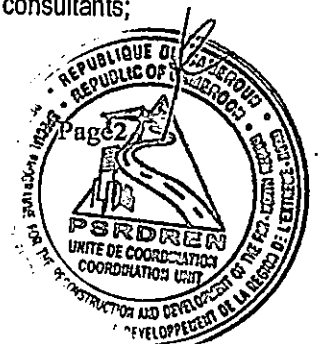
More specifically, the Independent Verification Agency will:

- Verify the achievement of the Disbursement Linked Indicators (DLI) of the Program within the framework of results-based financing;
- Verify the conformity and eligibility of expenses incurred by the UGPO of the Program for the implementation of activities;
- Carry out quantitative and qualitative verifications of the execution and results of the UGPO including interviews with stakeholders and site visits (if necessary);
- Propose an action and remediation plan to correct any deviations noted during the checks;
- Propose a disbursement plan to be carried out by the Program within the framework of the implementation of the Disbursement Linked Indicators (DLI) in light of the conclusions of the verifications and the agreed financing ceilings.
- Write a detailed evaluation report with recommendations

3. TASKS TO BE PERFORMED

The verification mission will comprehensively cover each year of the UGPO's implementation of the Program. AVI's interventions will focus on the following main tasks:

- Analyze quarterly and half-yearly execution reports;
- Carry out quantitative and qualitative, ex-ante and ex-post verifications of implementation and results, including stakeholder interviews and site visits;
- Carry out quality controls of results and performance data at all levels;
- Ensure compliance with applicable procurement procedures for goods, services and consultants;
- Ensure the effectiveness of the acquisition of goods, services and consultants;



- Ensure good management of resources and sustainability of results;
- Ensure consistency between physical achievements and disbursements;
- Verify the authenticity, accuracy and reliability of supporting expenditure documents;
- Prepare and deliver audit mission reports to stakeholders, including recommendations for improving the audit process and the approach used to implement the Program;
- Present in the Verification Report the information and conclusions useful to the Ministry supervising the Program and to the AfDB allowing to verify whether a payment must be made in relation to the identified performance management indicators.

4. DELIVERABLES

Deliverables are final products that are produced at the end of a stage of the mission and that materialize the results obtained. The deliverables below are provided by the AVI in the implementation of its mission, for each year:

- An inception report presenting in particular the methodology, the schedule, the stakeholders to meet, the tools to use, Verification protocol (procedures and control points), Verification data collection tools and action plan;
- An interim annual verification report, presenting the level of performance, the resulting decision in accordance with the Program's verification protocol and highlighting the main findings, challenges and general recommendations of the AVI (including the information and conclusions necessary to decide on a disbursement or reimbursement) accompanied by realistic and operational proposals for improvement. The annexes to the report will include in particular the tools used.
- A final annual audit report taking into account the observations of the Ministry supervising the Program and the AfDB on the interim annual report. This report must be submitted no later than March 30 following the end of the financial year.
- A Final report at the end of AVI interventions at the end of the contract.

The deliverables will take the form of annual reports, as indicated below. These reports must be submitted in eight (08) hard copies in French and eight (08) hard copies in English, 15 days after the end of each mission. In addition, electronic versions of the reports in French and English as well as all data and information collected must be submitted to the UGPO.

5. DURATION OF THE MISSION

The AVI's activities will be spread over a period of approximately 40 months, with the planned time for verification activities being approximately 10 months during the duration of the program. It will not exceed the duration of the Program. The AVI will intervene at the request of the Coordinator of the UGPO from the second year, in the event of one or more ILDs being affected to submit a disbursement request. The renewal of the AVI contract from one year to the next will be subject to the satisfaction of the client and the AfDB.

6. FUNDING



The services, the subject of this Call for Expressions of Interest, are financed by the budget of thePSRDREN.

7. PARTICIPATION AND ORIGIN

To carry out the required verification tasks, the Independent Verification Agency must have a solid reputation, a local presence and recognized international expertise. The AVI must demonstrate its capacity to review the ILDs in all the performance areas mentioned in the Loan Agreements, a copy of which is available at the UGPO, including infrastructure, financial transfers and construction operations.

More specifically, the Independent Verification Agency must have:

- A legal status recognized by the Cameroonian Government, allowing the organization to carry out the tasks mentioned above.

She must provide proof of:

- extensive experience in planning, implementing and analyzing similar audits and verifications;
- extensive experience in the design and review of construction works similar to those in the Program;
- experience in conducting household surveys and interviews within the last ten (10) years.
- technical audit expertise;
- expertise in accounting and financial auditing
- knowledge of local formalities and customs in the implementation of household surveys in Cameroon, including the ability to obtain all necessary authorizations and permits related to the logistics of survey implementation;
- strong experience in preparing household lists for random selection, a good network of experienced interviewers and supervisors, preferably full-time staff with strong experience and expertise in quantitative and qualitative research methodology;
- experience in sample design, inferential statistics;
- ability to communicate clearly, both orally and in writing, in French and English.

8. COMPOSITION OF THE FILE

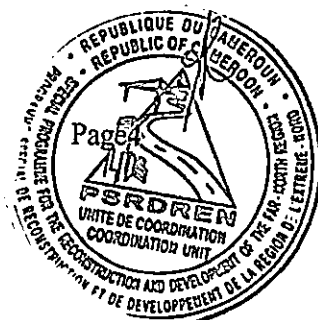
At the risk of having their offer disqualified, candidates must provide their offers in six (06) copies, including one (01) original and five (05) copies marked as such as well as. The offers must be presented in the clearest and most detailed way possible.

The offers will be presented in a single volume according to the system of two (02) envelopes containing respectively the administrative documents (envelope A) and the technical offer (envelope B) as follows:

8.1 – Envelope A: Administrative Documents

Bidders must attach the following documents to their offer:

- a) the cover letter stamped, dated and signed by the bidder (see model);
- b) the power of attorney giving authority in the event of a grouping of companies;



- c) the notarized group agreement, signed between the members of the group, certifying that all members of this group are jointly and severally liable for the submission and, if it is accepted, for the execution of the Contract (if applicable);
- d) the stamped registration certificate;
- e) the stamped tax compliance certificate;
- f) the stamped certificate of non-bankruptcy, issued by the Clerks of the Court of First Instance of the Bidder's domicile;
- g) the copy certified by the services of the Commercial Register;
- h) the certificate and a location plan signed on honor by the tenderer;
- i) the Certificate of non-exclusion from Public Procurement by the ARMP;
- j) the certificate issued by the National Social Security Fund certifying that the tenderer has fulfilled its social obligations towards said fund;
- k) the bidder's bank domiciliation certificate, issued by a banking establishment or organization authorized by the Minister in charge of Finance of Cameroon.
- l) the Terms of Reference, initialed on each page, and with, at the end of the document, the date, signature and stamp of the Tenderer.

NB:

- in the event of a grouping, the two companies must each produce the administrative documents listed above with the exception of documents A, H and K which will be produced only by the agent and the other documents will be produced by all members of the grouping.
- the above administrative justifications must be less than three (03) months old on the deadline for submission of offers.
- any submission not accompanied by the above documents and not in accordance with the required model will be rejected.
- the production of a falsified document or erroneous information will result in immediate rejection of the offer.

8.2- Envelope B: Technical offer

The technical offer (Envelope B) will contain:

8.2-1: Human resources:

The bidder will provide the list defining the key personnel accompanied by:

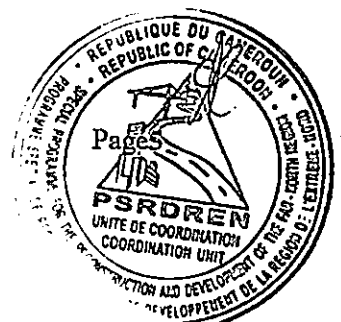
- the signed and dated curriculum vitae of each member of staff;
- a certified copy of the diploma of each member of staff;
- certificate of availability;

Failure to produce one of these documents will result in a score of zero (0) for the expert in question.

NB: Proposed personnel will only be considered in the evaluation if the required supporting documents dated less than three months ago and relating to said personnel are provided and duly signed.

For this purpose, the tenderer must at least be composed of the following personnel:

- Team Leader (Bac + 5)



A senior professional with relevant experience and over 20 years of experience in the relevant activities, including 10 years in a management position, particularly in project management and financial aspects.

He/She must possess:

- Knowledge of contexts similar to those of the Far North region of Cameroon and experiences in similar contexts (essential).
- Advanced university degree in engineering or economics, sociology, development sciences and/or social sciences (higher level);
- Relevant professional experience of at least 8 years in the fields of verification, auditing and/or monitoring and evaluation;
- Experience in monitoring indicators.

The team leader will:

- provide overall direction and leadership to the team;
 - supervise the consultant team and ensure that inputs and activities are of high quality;
 - be responsible for the overall coordination of activities and interactions with all stakeholders (UGPO within PSRDREN, MINEPAT, BAD);
 - coordinate and manage all tasks as specified in the scope of work and in accordance with the program documents;
 - provide the different types of reports;
 - prepare the schedule and planning for the implementation of missions; and
 - provide advice, guidance and final review of deliverables.
- **Survey Manager (Bac + 5):**

A person with at least 10 years of professional experience and proven experience in supervising field data collection, experience in managing large-scale household surveys, developing and coordinating enumerator training, and knowledge of the Far North of Cameroon. He/She will:

- provide overall direction and leadership of field work;
- oversee fieldwork and take responsibility for high quality inputs and activities;
- lead the development of data collection and processing protocols; and
- oversee the preparation of results verification reports.

➤ **Field coordinator(s) (Bac+3) - minimum 2:**

Support staff with at least 5 to 7 years of professional experience in supervising field survey data collection and experience in pre-testing and piloting questionnaires, he/she will:

- oversee the implementation of field work for a specified area;
- be responsible for quality control of fieldwork;
- and monitor and report on the status of fieldwork and coordinate with the survey manager to resolve issues.



➤ **Data Analyst (Bac + 5):**

Staff with at least 7 years of work and proven experience in managing quantitative surveys and analyses, he/she will:

- prepare the databases;
- produce analytical results for progress and results reports.

➤ **Civil engineer or architect (Bac + 5)**

A high-level professional with appropriate technical training and more than 15 years of experience in building engineering, including experience in technical building engineering (workshops and technical equipment), including 5 years in a management position, the engineer will have to:

- provide overall technical expertise and technical support to the team;
- supervise the consultant team and ensure that constructions/rehabilitations are of high technical quality;
- assist the team leader in providing reports;
- coordinate and manage all engineering control tasks as specified in the scope of work;
- and prepare the schedule and planning for the implementation of the Program's engineering verification.

➤ **Other specialists desired:**

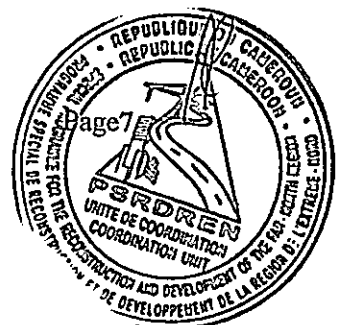
Additional technical staff required to verify data are expected to be specialized in accounting and finance, sanitary engineering and technical buildings/workshops for vocational training/vocational use, employment and vocational training. Responsibilities include:

- provide technical and specialist advice;
- perform data and document analyses in accordance with the verification protocol;
- and support the preparation of progress and results reports.

All professional staff proposed must work directly on the activity.

Non-professional staff assigned to the activity may include a reasonable number of additional support staff, as well as census takers and supervisors. In all cases, census takers and supervisors must:

- speak French or English fluently;
- have good numeracy and reading skills sufficient to meet data collection needs;
- be fit enough to move around the community and easily access households;
- have excellent social skills (being able to demonstrate a professional and respectful attitude towards people from all socio-economic backgrounds and an ability to put people of all ages at ease);
- be sensitive to cultural norms and appropriate behaviors (depending on the activity)
- At least 1/3 census agents must be fluent in local languages (Fulfulde, Toupouri, Massa, Arabic, Kotoko, Haoussa, Moundang, Mandara, Mousgoun, Maffa, Kanouri, Guiziga, etc.).



NB: Proposed personnel will only be considered in the evaluation if the required supporting documents dated less than three months ago and relating to said personnel are provided and duly signed.

8-2-2: The complete organizational chart of the bidder

8-2-3: The bidder's references:

Bidders must provide documents certifying that they have successfully completed the following projects as main contractor:

General experience

- Experience of similar missions over the last ten (10) years
- Experience in missions in the design and examination of construction works over the last ten (10) years
- Experience in conducting household surveys and interviews within the last ten (10) years

Specific experience in auditing

- Experience of technical audit missions on support initiatives similar to those of the Program over the last ten (10) years
- Experience of technical audit missions on construction works similar to those of the Program over the last ten (10) years

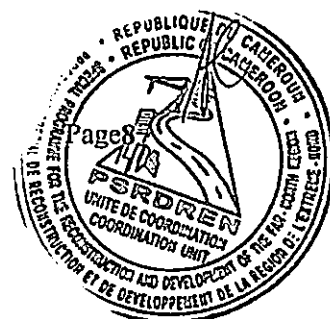
Experience in accounting and financial audit missions

- Specific experience in household surveys and interviews
- Experience in conducting household surveys and interviews in contexts similar to those of Cameroon and the Far North over the past ten (10) years
- Experience in the application of probability sampling techniques over the last ten (10) years
- Experience in producing qualitative study or research reports over the last ten (10) years
- Experience in producing study reports or quantitative research based on statistical inference over the last ten (10) years
- Experience in conducting household surveys and interviews in Cameroon approved by the State over the last ten (10) years

NB: To be validated, each reference must be justified by the following elements:

- A copy of the contract extract including the first, second and last pages of each contract (These documents must be clear and legible);
- The names of the beneficiary Administrations (Project owner, object, place of execution, date of receipt);
- The Certificate of Good Completion issued by the Project Owner or its departments or the minutes of the Technical Monitoring and Acceptance Commissions issued by the Project Owner or its departments.

Experience in conducting state-approved household surveys and interviews in the Far North region within the last ten (10) years



- List of investigators regularly employed over the last five (05) years with employment contracts in Cameroon. (Attach the list of names, contacts, missions);
- List of investigators regularly employed in the Far North region over the past five (05) years with employment contracts in Cameroon. (Attach list of names, contacts, missions);
- List of supervisors/controllers regularly employed over the last five (05) years, with employment contract in Cameroon (Attach the list of names and contacts);
- Percentage of controller or supervisory staff employed full-time by the bidder in Cameroon during missions over the last five (05) years (Attach employment contract).

8-2-4 Methodology proposed in accordance with the terms of reference

8-2-5 Financial capacity

Certificate of financial capacity at least equal to thirty million (30,000,000) FCFA issued by a banking establishment or financial organization approved by the Ministry of Finance

8-2-6 Logistics means

Strategy for implementing working arrangements/installation

8-2-7 Evidence of acceptance of the conditions of the AMI

TDR initialed on each page, dated, signed and stamped on the last page

9. EVALUATION CRITERIA

a) Elimination criteria

- Incomplete administrative file;
- Falsified or non-compliant administrative file;
- Incomplete technical offer;
- Technical score below 80 points out of 100.

b) Essential criteria

- I. General presentation of the offer (02 points);
- II. Bidder's references (30 points);
- III. Proposed methodology in line with the terms of reference (16 points);
- IV. Qualifications and skills of key personnel (40 points);
- V. Financial capacity (05 points);
- VI. Logistical means (05 points);
- VII. Evidence of acceptance of market conditions (02 points).

Only candidates who have achieved a technical score of eighty (80) points out of one hundred or more at the end of the evaluation will be pre-qualified for the restricted call for tenders.

10. ADDITIONAL INFORMATION



Additional technical information can be obtained during working hours at the PSRDREN Headquarters Building located in Maroua-Pitoaré behind the KALIAO complex or at the PSRDREN annex in Yaoundé, located in Messa, Carrefour LISSOUCK, before Camp YAYEP.

11. SUBMISSION OF APPLICATION FILES

Application files must be submitted in physical form in a sealed envelope no later than fifteen (15) working days from the date of publication of this notice, to the addresses indicated below with the following statement:

0 5 "CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST N° 002123 /AMI/MINEPAT/PSRDREN/RPMGC/2025 of SEPT 2025 for pre-qualification Independent Verification Agencies of the "Building Capacities and Skills for Employability and Entrepreneurship in the Far North Region of Cameroon" (CAP2E) Program.

TO BE OPENED ONLY DURING THE COUNTING SESSION".

The address for submitting application files is as follows:

To the attention of the Coordinator of the Special Program for Reconstruction and Development of the Far North Region (PSRDREN):

In physical version:

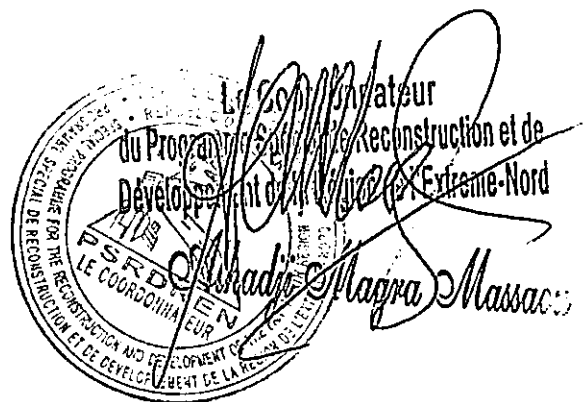
- In Maroua, at the Secretariat of the PSRDREN Coordinator located in Pitoaré, behind the Kaliao Club;
- In Yaoundé, at the Secretariat of the PSRDREN Coordinator, PSRDREN Annex located in MESSA, Carrefour LISSOUCK, before Camp YEYAP.

Interested candidates can obtain the AMI terms of reference at the following addresses:

- www.psrden.cm;
- Secretariat of the PSRDREN Coordinator in Maroua located in Pitoaré, behind the Kaliao Club;
- Secretariat of the PSRDREN Coordinator in Yaoundé, PSRDREN Annex located in MESSA, Carrefour LISSOUCK, before Camp YEYAP, telephone: (+237) 677 08 92 28 or by email: ngomnyeitem@yahoo.fr and bellofikahenri@psrdren.cm with a copy to alhadjimagra@psrdren.cm.

Extensions:

- MINMAP;
- ARMP.



COVER LETTER SAMPLE

[BIDDER HEADER]

Place and Date

Ref: AMI

To the attention of the Coordinator of the Special Programme for Reconstruction and Development of the Far North Region (PSRDREN),

Mr. Coordinator,

Having examined the Call for Expression of Interest cited in reference, we, the undersigned, _____, intend to submit a tender to the restricted call for tenders in the event that our company is pre-selected, in accordance with all the contractual conditions and all the specifications of the technical file (the technical clauses, the descriptive and quantitative schedule).

The following documents are part of our expression of interest package:

- a) the cover letter stamped, dated and signed by the bidder (see model);
- b) the power of attorney giving authority in the event of a grouping of companies;
- c) the notarized group agreement, signed between the members of the group, certifying that all members of this group are jointly and severally liable for the submission and, if it is accepted, for the execution of the Contract (if applicable);
- d) the stamped registration certificate;
- e) the stamped tax compliance certificate;
- f) the stamped certificate of non-bankruptcy, issued by the Clerks of the Court of First Instance of the Bidder's domicile;
- g) the copy certified by the services of the Commercial Register;
- h) the certificate and a location plan signed on honor by the tenderer;
- i) the Certificate of non-exclusion from Public Procurement by the ARMP;
- j) the certificate issued by the National Social Security Fund certifying that the tenderer has fulfilled its social obligations towards said fund;
- k) the bidder's bank domiciliation certificate, Issued by a banking establishment or organization authorized by the Minister in charge of Finance of Cameroon.
- l) the Terms of Reference, initialed on each page, and with, at the end of the document, the date, signature and stamp of the Tenderer.

By participating in this expression of interest procedure, we accept all the conditions of the selection procedure, explained in the notice.

We understand that you are not required to award a contract at the conclusion of this procedure.

Signature

The bidder

